

Génocide des Tutsis au Rwanda / La France et le génocide des Tutsis

25 ans après le génocide des Tutsis du Rwanda, Hubert Védrine épinglé par l'association Survie, comme l'un des responsables français "qui n'ont pas tout dit"

Action au siège de Hubert Védrine Conseil, à Paris, le 4 avril 2019 (crédit photo Ritimo)

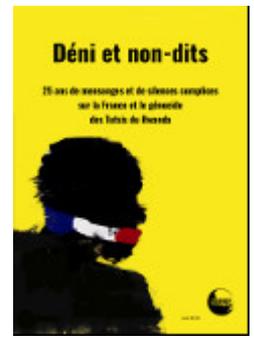
Publié le 4 avril 2019 - **Survie**

Rwanda Hubert Védrine Emmanuel Macron Complicité de la France dans le génocide des Tutsis au Rwanda

A quelques jours du début des 25èmes commémorations du génocide des Tutsis du Rwanda, l'association Survie a à nouveau cherché à rapporter à l'expéditeur la (fausse) caisse d'armes envoyées par la France au régime génocidaire en 1994. Après l'ancien ministre de la Défense en 2018, elle a cette fois jeté son dévolu sur l'ancien Secrétaire général de l'Elysée, Hubert Védrine, qu'elle accuse avec au moins 5 autres responsables politiques et militaires de l'époque de "dénis et non-dits", dans une galerie de portraits et un recueil de 25 documents publiés le matin même.

Rapport téléchargeable ci-contre

Alors que l'Elysée s'apprêterait, selon plusieurs journalistes, à annoncer ce vendredi la composition d'un comité d'historiens chargé de travailler sur « la place du génocide des Tutsis dans notre mémoire collective » (selon les termes employés par Emmanuel Macron le 23 mai 2018), sans qu'on sache quelle marge de manœuvre il aura, l'association Survie publie un rapport intitulé « Dénier et non-dits : 25 ans de mensonges et silences complices sur la France et le génocide des Tutsis du Rwanda ». Cette synthèse propose en fait 25 documents explicites déjà connus et une galerie de portraits qui, mis bout à bout, donnent une image tristement cohérente qui doit amener les citoyens et responsables politiques français à l'évidence : il est temps que les plus hautes autorités de l'Etat reconnaissent officiellement le génocide des Tutsis du Rwanda mais également les soutiens diplomatiques, militaires et économiques apportés aux extrémistes hutus avant et pendant le génocide par les autorités civiles et militaires françaises.



Rapport "Dénier et non-dits : 25 ans de mensonges et silences complices sur la France et le génocide des Tutsis du Rwanda"

Pour mettre en scène ce soutien, l'association Survie a ressorti la (fausse) caisse d'armes qu'elle avait tenté de rapporter l'année dernière à l'ancienne adresse du ministère de la Défense, simulant le renvoi à l'expéditeur d'une partie des armes envoyées par l'exécutif français au gouvernement génocidaire en 1994 ^[1]. Puisque les autorités françaises avaient refusé de récupérer cette caisse l'année dernière, les faux facteurs de l'association Survie ont décidé de la ramener à Hubert Védrine, qui était Secrétaire général de l'Elysée lorsque la France a soutenu les génocidaires. Comme l'explique François Graner, chercheur de l'association Survie, « *Monsieur Védrine intervient depuis quelques jours dans les médias pour défendre l'action de la France, en dénonçant une sorte de machination qui reviendrait à salir l'action du président François Mitterrand, dont il défend toujours le bilan en termes de politique africaine. Il était donc logique de lui remettre la caisse, puisqu'il semble assumer ! Il a même reconnu devant des députés, en 2014, que les livraisons d'armes s'étaient poursuivies au-delà du début du génocide.* » ^[2] C'est pour cette raison que les facteurs de l'association ont ramené leur caisse à l'adresse professionnelle d'Hubert Védrine, où ils ont posé devant une plaque « *Expert en déni de complicité de génocide* » mise au mur pour l'occasion.



Comme le précise François Graner, « on aimerait qu'Hubert Védrine dise enfin tout ce qu'il sait, y compris dans le cadre de procédures judiciaires comme le dossier Bisesero, mais sa personnalité très médiatique ne doit cependant pas être l'arbre qui cache la forêt. Nous publions 25 documents et une galerie de portraits, que nous enrichirons d'ailleurs au moment de l'anniversaire de l'opération Turquoise, pour rappeler que malgré l'évidence du soutien français aux génocidaires, tout n'est pas encore connu, et on aimerait que des acteurs clés de l'époque parlent enfin. Et nous demandons surtout la reconnaissance officielle de ce soutien français. »

Par cette action et cette publication, l'association Survie lance sa campagne « 25 ans d'impunité », sur les complicités françaises dans le génocide des Tutsis du Rwanda, qui va se poursuivre jusqu'à cet été, avec notamment un focus sur le rôle de l'opération Turquoise (déclenchée le 22 juin) et sur les « 3 jours de trop à Bisesero », où l'armée française laissa sciemment des centaines de Tutsis se faire massacrer sans intervenir, du 27 au 30 juin 1994 ; une affaire qui fait aujourd'hui l'objet d'une instruction judiciaire, dont les parties civiles tentent d'empêcher qu'elle soit enterrée ^[3].



[1] Voir "Génocide des Tutsi du Rwanda : Survie « ramène » au ministère des Armées une caisse d'armes pour interpeller Emmanuel Macron", 5 avril 2018

[2] Voir l'extrait vidéo de cette audition d'Hubert Védrine en avril 2014

[3] Voir la tribune collective "Bisesero : pour ne pas être soupçonnée de céder à la raison d'État, la justice française doit se ressaisir", 18 février 2019
